

CONTEXTE ET METHODOLOGIE

Des violences intercommunautaires ont éclaté en décembre 2013 et provoqué le déplacement interne et transfrontalier de personnes. La République Centrafricaine continue de faire face à des niveaux élevés d'insécurité et de conflits violents entre différents groupes armés dans la majeure partie du pays, provoquant des déplacements nouveaux et prolongés.

En réponse à la crise, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) déploie sa matrice de suivi des déplacements (DTM) depuis décembre 2013 pour collecter des informations capitales aidant à informer les acteurs humanitaires sur les conditions de vie des personnes vulnérables affectées par les conflits. Les données sont collectées auprès d'informateurs clés (par exemple autorités locales, chefs de communautés, représentants de déplacés, gestionnaires de sites officiels), et analysées pour dégager les informations essentielles.

La situation sécuritaire instable et imprévisible qui prévaut dans le pays limite la couverture géographique du projet, du fait des restrictions d'accès et risques encourus par les équipes sur le terrain.

Ce Dashboard présente les informations collectées du **05 octobre** au **10 décembre 2018** dans 9 Préfectures que sont Bamingui-Bangoran, Bangui, Basse-Kotto, Haute-Kotto, Haut-Mbomou, Mbomou, Nana-Gribizi, Ouaka, et Ouham Pendé.




RESUME
Couverture

-  **9** Préfectures
- 31** Sous-préfectures
- 1216** Villages
- 38** Sites officiels




Déplacement

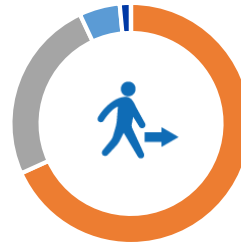
-  **580 692** PDI
-  **375 684** Retournés (Anciens PDI)
-  **118 607** Retournés d'autre pays

Démographie

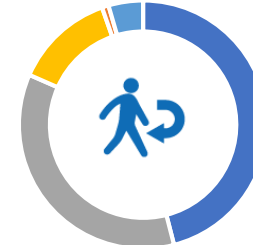
-  **49%** Homme / **51%** Femmes
-  **65%** Mineurs, dont **31%** < 5 ans
-  Taille moyenne des ménages: **7**

Abris

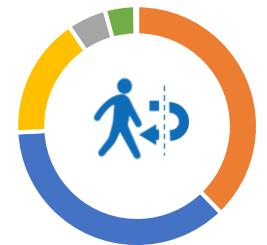
-  Familles d'accueil: **66%** de ménages
-  Location: **16%** de ménages
-  Sites/abris collectifs: **17%** de ménages

RAISONS DE DEPLACEMENT ET RETOUR
Personnes Déplacées Internes


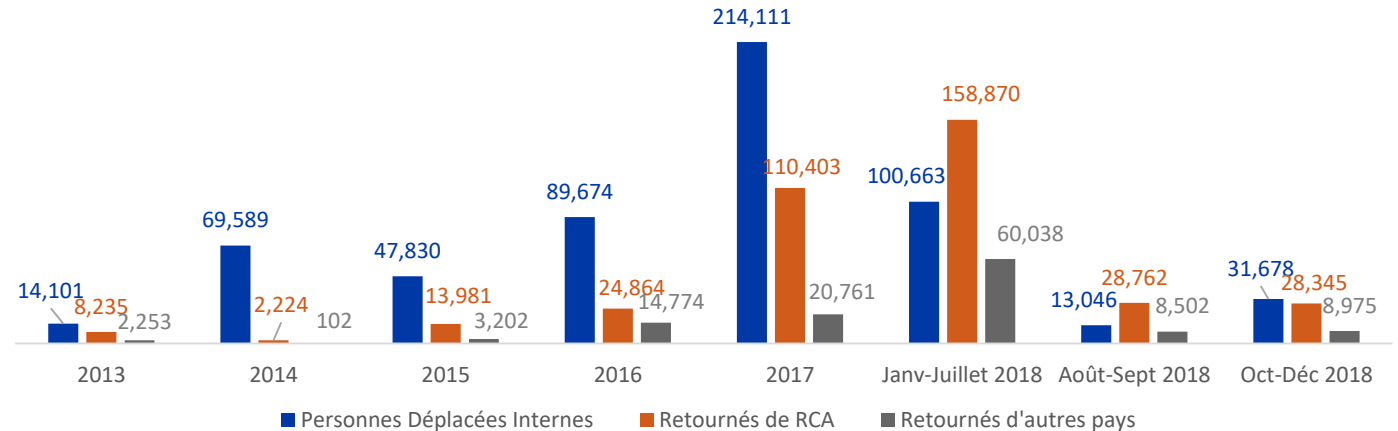
Raison de déplacement	Individus
Attaque sur la localité d'origine	396 141
Conflits intercommunautaires	144 074
Conflit armés sur localités voisines	31 696
Autres	8 704
Catastrophes naturelles	77
Total	580 692

Retournés de RCA


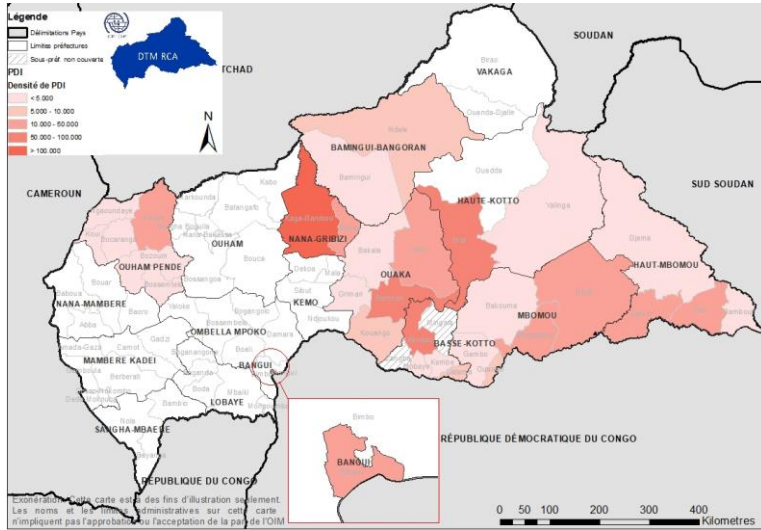
Raison de retour	Individus
Meilleure sécurité	170 782
Raisons économiques	132 132
Raisons familiales	48 515
Discrimination/persécution	21 037
Autre	3 218
Total	375 684

Retournés d'autres pays


Raison de retour	Individus
Raisons économiques	44 804
Meilleure sécurité	43 169
Raisons familiales	19 352
Discrimination/persécution	6 166
Autre	4 848
Expulsion	268
Total	118 607

Nombre de PDI et de retournés(anciens PDI) par période de déplacement ou de retour


PERSONNES DEPLACEES INTERNES

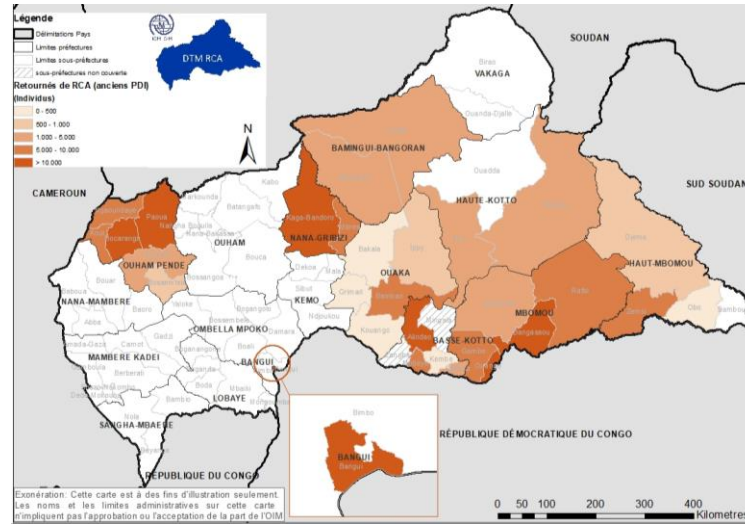


Les PDI représentent 54 pourcents de la population mobile de ce round 6. Un total de **580 692 personnes déplacées internes (PDI)**, soit 120 475 ménages, a été identifié au sein de 31 sous-préfectures et 971 localités évaluées (80% des localités évaluées).

En outre, 31 pourcents du flux total de PDI sur la période d’observation (05oct-10déc 2018) ne vont pas au delà des limites sous-prélectorales. Sur cette période, le flux le plus important au-delà des sous-préfectures est à Kouango (dans la Ouaka) en provenance d’Alindao (dans la basse-Kotto) pour près de 6 345 individus déplacés internes.

La population demeurant en situation de déplacement a migré respectivement en 2013 (2%), 2014 (12%), 2015 (8%), 2016 (15%), 2017 (37%), janvier-juillet 2018 (17%), août-sept (2%), oct-déc (5%). Cela montre la nature continue du déplacement, et l’instabilité qui caractérise l’influence des groupes armés sur l’ensemble du territoire. Les mouvements de PDI sont induits par des conflits armés (68%), des conflits intercommunautaires(25%), la prévention(5%), des raisons non spécifiées et aléas climatiques (1%).

RETOURNES DE RCA (ANCIENNES PDI)

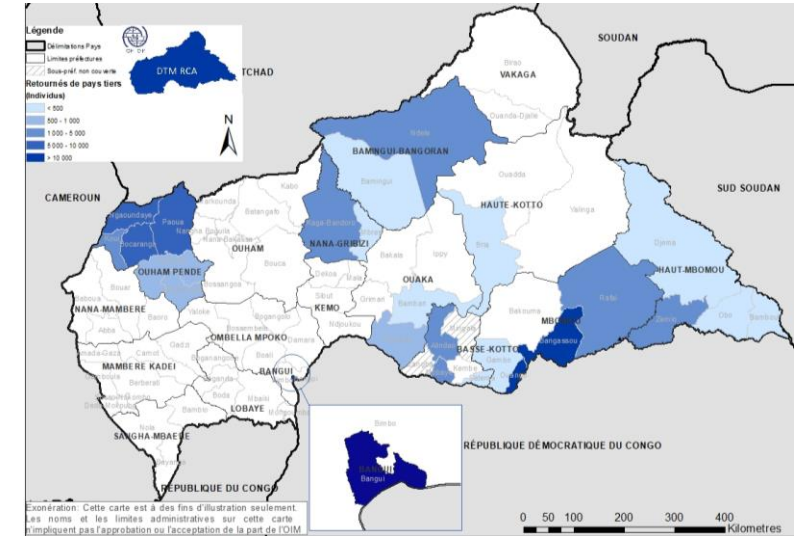


Les retournés de RCA représentent 35 pourcents de la population mobile de ce round 6. Un total de **375 684 anciens PDI**, soit 75 646 ménages, a été identifié dans 30 sous-préfectures (968 localités, soit 80% des localités évaluées).

Sur les retours de la période allant du 05 octobre au 10 décembre 2018, 9 pourcents des retours proviennent d’une sous-préfecture autre que celle d’observation, contre 91 pourcents du sein de la même sous-préfecture. Les flux majoritaires de cette période provenance de Bambari sont identifiés à Zémio; Bocaranga en provenance de Kouï; et à Bangui en provenance de Bambari et de Kaga-Bandoro.

Sur la totalité des populations retournées entre l’année 2013 à ce jour, la majorité des retours vers les zones d’origine est due à l’amélioration de la sécurité dans la zone d’origine (170 782 individus, 45%), les motivations économiques (132 132 individus, 35%), et familiales (48 515 individus, 13%), de la persécution subie dans le lieu de déplacement (21 037 individus, 6%). 3 212 individus (1%) sont rentrés dans leur zone d’origine pour des raisons non spécifiées.

RETOURNES D’AUTRE PAYS



Un total de **118 607** retournés de l’étranger, soit 24 917 ménages, vivent dans 25 des sous-préfectures couvertes. Ils sont identifiés au sein de 502 localités (41% du total de localités évaluées).

Sur la période d’observation de ce round (05oct-10déc 2018), les flux majoritaires sont issus de la RDC vers le Mbomou, du Cameroun et Tchad vers l’Ouham-Pendé.

De 2013 à décembre 2018, la RDC (58%), le Cameroun (21%) et le Tchad (19%), sont les principaux pays de provenance de ce flux. Une faible proportion proviendrait du Soudan, Soudan du sud et Mali (~2%).

